



Sous-commission paritaire des entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française

Convention collective de travail du 10 octobre 2006 portant des mesures
visant à promouvoir l'emploi dans le cadre du Maribel social

CHAPITRE I^{er}. - Cadre juridique

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

CHAPITRE II. - Champ d'application

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs qui ressortissent à la sous-commission paritaire des entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

CHAPITRE III. - Définitions

Article 3.

§1TM. Par "arrêté royal" on entend : l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§2. Par "Fonds social", on entend : le "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française", créé par la convention collective de travail du 10 octobre 2006, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

§3. Par "travailleur", on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

CHAPITRE IV. Réduction des cotisations patronales de sécurité sociale

Article 4.

Le montant de la réduction de cotisation due aux employeurs est fixé annuellement par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Emploi et du Ministre des Affaires sociales.

Le produit trimestriel de cette réduction de cotisations est calculé comme suit : nombre de travailleurs effectuant minimum 33% des prestations au cours du trimestre multiplié par le montant de la réduction visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. - Engagement en faveur de l'emploi

Article 5.

Conformément à l'article 49, alinéa 5, 1° de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, le produit des réductions de cotisations patronales équivalant à 241,70 € par trimestre (Maribel social 1, 2 et 3) est intégralement affecté au financement du salaire minimum mensuel moyen garanti des travailleurs.

Article 6.

§1^{er}. Le solde restant de ce produit des réductions de cotisations patronales est intégralement affecté au financement d'emplois supplémentaires. Ces emplois supplémentaires rentrent dans le cadre de la réduction de la pénibilité (soit l'amélioration de l'encadrement, du fonctionnement et de la gestion des entreprises) et de l'amélioration de l'intensité et de la qualité de tous les types de services ainsi que pour l'optimalisation du confort des bénéficiaires.

§2. Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal, s'il se voit obligé de réduire le volume de l'emploi, un employeur ne peut être exclu du bénéfice des avantages du Maribel Social, pour autant qu'il déclare au préalable, par lettre recommandée, la réduction du volume de l'emploi au Fonds, en indiquant la réduction du volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein pendant une année civile complète, la date à partir de laquelle la réduction se réalise, les phases de cette réduction, ainsi que les motifs qu'il invoque à l'appui de la réduction du volume de l'emploi.

Sur base des critères objectifs et par décision motivée, le Fonds marque ou refuse son accord à l'égard de la proposition de réduction du volume de l'emploi.

Le Fonds notifie sa décision à l'employeur.

CHAPITRE VI. - Procédure d'introduction des candidatures

Article 7.

Les employeurs qui ont l'intention de réaliser un effort supplémentaire en matière d'emploi en exécution de la présente convention collective de travail doivent introduire un acte de candidature adressé au Fonds par lettre recommandée à la poste.

Article 8.

Ledit acte de candidature fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé par les délégués des travailleurs ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

Article 9.

Le modèle d'acte de candidature, ainsi que la liste des documents à y joindre, est fixé par le Fonds.

CHAPITRE VII - Intervention financière et affectation

Article 10.

Le Fonds prend la décision d'attribuer une intervention au vu de l'acte de candidature et de ses moyens budgétaires. Il notifie sa décision à l'employeur concerné.

Article 11.

§1^{er}. Conformément à l'arrêté royal, les embauches doivent être réalisées au niveau de chaque entreprise à un coût salarial annuel brut moyen de maximum 64.937,84 € charges patronales incluses. Le Fonds peut toutefois fixer une intervention annuelle inférieure à ce montant. L'intervention du Fonds est par ailleurs limitée aux prestations rémunérées effectives ou assimilées.

§2. Le montant mentionné au paragraphe précédent est indexé suivant les règles prévues par les conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux, ainsi que celles conclues au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

§3. Conformément à l'arrêté royal, il faut entendre par " coût salarial " : la rémunération brute du travailleur, majorée des cotisations patronales de sécurité sociale. La rémunération brute comprend la rémunération ainsi que l'ensemble des indemnités et avantages dus au travailleur par ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires ainsi que les indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont relève l'employeur.

Chapitre VIII - Garanties d'affectation intégrale des réductions octroyées à l'augmentation nette du nombre d'emplois

Article 12.

§1^{er}. Chaque employeur bénéficiant d'une intervention financière du Fonds doit fournir annuellement, pour le 31 janvier au plus tard, un rapport détaillé au dit Fonds. Un modèle de rapport sera élaboré par celui-ci. Le non-respect de ces dispositions donnera lieu à des sanctions, déterminées par le Fonds.

§2. Ce rapport doit reprendre au moins les éléments suivants :

- le volume de l'emploi exprimé en équivalents temps plein, pour lesquels un équivalent temps plein correspond à l'emploi à temps plein d'un travailleur pendant un trimestre sur base de la déclaration du travailleur pour laquelle tant les journées rémunérées, que les journées de vacances et toutes les journées assimilées sont prises en compte.
- la liste nominative des travailleurs engagés grâce à l'intervention financière du Fonds avec le régime de travail, leur fonction et leur barème.

§3. Si nécessaire, le Fonds peut demander des informations complémentaires.

Article 13.

§1^{er}. Le rapport visé à l'article 12 fera l'objet d'une discussion au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé par les délégués des travailleurs ou, à défaut, par au moins deux responsables régionaux appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire **française**.

Article 14.

§1^{er}. Le Fonds social fait contrôler ses comptes chaque année par un réviseur d'entreprise, membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ce dernier est chargé de déclarer les écritures comptables sincères et exactes.

§2. Il envoie au plus tard le 30 juin de chaque année, lors de l'établissement du bilan et du compte de pertes et profits ou du compte annuel, aux ministres concernés, au Ministre des Finances et aux organes d'administration du Fonds, un rapport au sujet de l'actif et du passif. Il leur signale sans délai toute négligence, toute irrégularité et, en général, toute situation pouvant compromettre la solvabilité et la liquidité du Fonds.

§3. A ce rapport est joint un aperçu mentionnant :

- 1° L'état des provisions et réserves au 1^{er} janvier et 31 décembre de l'année concernée;
- 2° L'état des créances et dettes au 1^{er} janvier et 31 décembre de l'année concernée;
- 3° La situation de caisse au 1^{er} janvier de l'année concernée;
- 4° Les dotations théoriques de l'année concernée calculés suivant les articles 6, 61 et 61/1 de l'arrêté royal;
- 5° Les recettes mentionnées à l'article 18, alinéa 7 de l'arrêté royal perçues au cours de l'année concernée;
- 6° La nature et le montant des autres recettes perçues au cours de l'année concernée;
- 7° Les paiements aux employeurs effectués au cours de l'année concernée et relatifs à l'année qui précède l'année concernée;
- 8° Les paiements aux employeurs effectués au cours de l'année concernée et relatifs à l'année concernée;
- 9° La nature et le montant des autres paiements effectués au cours de l'année concernée;
- 10° La situation de caisse au 31 décembre de l'année concernée;
- 11° Les autres dépenses mentionnées à l'article 35 E de la loi du 29 juin 1981.

CHAPITRE IX. - Calendrier de réalisation de l'augmentation nette du nombre d'emplois

Article 15.

§1^{er}. Les nouveaux engagements sont réalisés dans les trois mois qui suivent la notification de la décision d'intervention financière du Fonds.

§2. Si après trois mois, un employeur n'a pas procédé à l'engagement prévu, le financement programmé par le Fonds peut être accordé à un autre employeur relevant du même Fonds, au détriment du premier.

CHAPITRE X. - Dispositions finales et durée de validité

Article 16.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 10 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi (N°65743 - AR 01.09.2004 - MB 14.10.2004).

Article 17.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 10 octobre 2006 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire pour les entreprises de travail adapté subsidiées par la Commission communautaire française.

2

Paritair Subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2006 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in het kader van de sociale maribel

HOOFDSTUK I. - Juridisch kader

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsgebied

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK III. - Bepalingen

Artikel 3.

§1. Onder "koninklijk besluit" wordt verstaan: het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

§2. Onder "Sociaal Fonds" wordt verstaan: het "Fonds Maribel social pour les entreprises de travail adaptées subsidiées par la Commission communautaire française", opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 oktober 2006, gesloten in het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

§3. Onder "werknemer" wordt verstaan: het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel.

HOOFDSTUK IV. Vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever

Artikel 4.

Het bedrag van de bijdragevermindering, verschuldigd aan de werkgevers, wordt jaarlijks door de Koning vastgelegd, op voorstel van de Minister van Werk en van de Minister van Sociale Zaken.

De kwartaalopbrengst van deze bijdragevermindering wordt als volgt berekend: aantal werknemers dat minimaal 33 % van de prestaties uitoefent tijdens het kwartaal vermenigvuldigd met het bedrag van de vermindering bedoeld in **alinea 1**.

HOOFDSTUK V. - Verbintenis ten gunste van de tewerkstelling

Artikel 5.

Overeenkomstig artikel 49, **alinea 5, 1°** van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 wordt de opbrengst van de **bijdrageverminderingen** van de werkgever die overeenstemmen met €241,70 per kwartaal (Sociale Maribel 1, 2 en 3) integraal aangewend voor de financiering van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandloon van de werknemers.

Artikel 6.

§ 1. Het overblijvende **saldo** van deze opbrengst van de bijdrageverminderingen van de werkgever wordt integraal aangewend voor de financiering van bijkomende betrekkingen. Deze bijkomende betrekkingen liggen in de **lijn** van de vermindering van de moeilijkheden (**ofwel** verbetering van de omkadering, van de werking en van het beheer van de **ondernemingen**) en van de verbetering van de intensiteit en van de kwaliteit van **alle** soorten diensten, evenals van de optimalisering van het **comfort** van de rechthebbenden.

§ 2. Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit **mag** een werkgever, **als** die zich verplicht ziet **om** het tewerkstellingsvolume te verminderen, niet worden uitgesloten van de voordelen van de Sociale maribel, voor zover hij vooraf, via aangetekende brief, de vermindering van het arbeidsvolume **meldt** aan het Fonds, met **vermelding** van de vermindering die het arbeidsvolume, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, ondergaat tijdens een volledig kalenderjaar, de **datum** vanaf wanneer de vermindering gebeurt, de fases van deze vermindering, evenals de motieven die hij inroept **tot** ondersteuning van de vermindering van het tewerkstellingsvolume.

Op basis van de objectieve criteria en via een **gemotiveerde** beslissing gaat het Fonds akkoord of weigert het het voorstel **tot** vermindering van het tewerkstellingsvolume.

Het Fonds betekent haar beslissing aan de werkgever.

HOOFDSTUK VI. - Procedure tot aanvaarding van de kandidaturen

Artikel 7.

De werkgevers die **tot doel** hebben een bijkomende inspanning te leveren inzake tewerkstelling, in uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst, **moeten** een **kandidatuurstelling** indienen, gericht aan het Fonds, per aangetekende brief.

Artikel 8.

Deze kandidatuurstelling **zal** besproken worden in de **ondernemingsraad** of, bij gebreke, met de vakbondsafvaardiging. Zij **moet** ondertekend worden door de **werknemersafgevaardigden**, of bij gebreke, door ten **minste** twee **regionale** verantwoordelijken die behoren **tot** de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen door de Franse Gemeenschapscommissie.

Artikel 9.

Het **model** van kandidatuurstelling en de **lijst** van de documenten die **moeten** worden bijgevoegd, wordt bepaald door het Fonds.

HOOFDSTUK VII. - Financiële tegemoetkoming en aanwending**Artikel 10.**

Het Fonds **neemt** de beslissing **om** een tegemoetkoming toe te kennen, **gelet** op de kandidatuurstelling en op haar budgettaire middelen. De beslissing van het Fonds wordt betekend aan de betrokken werkgever.

Artikel 11.

§ 1. Overeenkomstig het koninklijk besluit moeten de aanwervingen gebeuren op het niveau van **elke onderneming** met een gemiddelde bruto jaarlijkse loonkost van maximaal €64.937,84, werkgeversbijdragen inbegrepen. Het Fonds kan echter een jaarlijkse tegemoetkoming vastleggen die **lager** is dan dit bedrag. De tegemoetkoming van het Fonds wordt trouwens beperkt **tot** de **effectieve** of gelijkgestelde vergoede prestaties.

§ 2. Het bedrag **vermeld** in vorige paragraaf wordt geïndexeerd volgens de regels bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomsten die werden gesloten in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen, evenals door deze gesloten in het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 3. Overeenkomstig het koninklijk besluit **moet** onder "loonkosten" worden verstaan: het brutoloon van de **werknemer, vermeerderd** met de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever. Het brutoloon **omvat** het **loon**, evenals **alle** vergoedingen en voordelen die aan werknemer verschuldigd zijn door of krachtens de wettelijke of **reglementaire** bepalingen, evenals de vergoedingen en voordelen verschuldigd krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten die werden gesloten in het paritair orgaan waaronder de werkgever **valt**.

HOOFDSTUK VIII. - Waarborgen tot integrale aanwending van de verminderingen toegekend door de nettoverhoging van het aantal betrekkingen**Artikel 12.**

§ 1. Elke werkgever die een financiële tegemoetkoming geniet van het Fonds moet jaarlijks, uiterlijk op 31 januari, een gedetailleerd verslag opstellen voor het Fonds. Een model van verslag **zal** door het Fonds worden opgesteld. De **niet-naleving** van deze bepalingen zal aanleiding geven **tot** sancties, bepaald door het Fonds.

§ 2. Dit verslag moet ten **minste** de volgende elementen bevatten:

- Het tewerkstellingsvolume, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, waarvoor een voltijdse **equivalent** overeenkomt met de voltijdse tewerkstelling van een werknemer gedurende een kwartaal op basis van de verklaring van de werknemer waarvoor **zowel** de vergoede dagen, **als** de vakantiedagen en **alle** gelijkgestelde dagen in aanmerking worden genomen.

- 8
- De namenlijst van de werknemers die aangeworven zijn dankzij de financiële tegemoetkoming van het Fonds met het arbeidsstelsel, hun **functie** en hun loonschaal.

§ 3. Indien nodig kan het Fonds bijkomende inlichtingen vragen.

Artikel 13.

§ 1. Het verslag, bedoeld in artikel 12, **zal** besproken worden in de ondernemingsraad of, bij gebreke, met de vakbondsafvaardiging. Het **moet** ondertekend worden door de **werknemersafgevaardigden** of, bij gebreke, door ten **minste** twee **regionale** verantwoordelijken die behoren **tot** de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Artikel 14.

§ 1. Het Sociaal Fonds **laat** haar rekeningen **elk** jaar controleren door een bedrijfsrevisor, **lid** van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. Dit instituut wordt belast met het eerlijk en juist verklaren van de boekhouding.

§ 2. Het Fonds stuurt uiterlijk op 30 juni van elk jaar, tijdens de **opmaak** van de balans en van de winst- en verliesrekening of van de jaarrekening, een verslag over de activa en de passiva naar de betrokken ministers, naar de Minister van Financiën en naar de beheerorganen van het Fonds. Het **deelt** hen dadelijk **elke** nalatigheid, **elke** onregelmatigheid en, in het algemeen, elke toestand **mee** die de solvabiliteit en de liquiditeiten van het Fonds zouden **kunnen** in gevaar brengen.

§ 3. Bij dit verslag wordt een overzicht gevoegd met de vermelding van:

1° de toestand van provisies en **reserves** op 1 **januari** en 31 december van het betrokken jaar;

2° de toestand van vorderingen en schulden op 1 januari en 31 december van het betrokken jaar;

3° de kastoestand op 1 januari van het betrokken jaar;

4° de theoretische dotaties van het betrokken jaar, berekend volgens de artikelen 6, 61 en 61/1 van het koninklijk besluit;

5° de ontvangsten, vermeld in artikel 18, **alinea** 7 van het koninklijk besluit, in de **loop** van het betrokken **jaar**;

6° de aard en het bedrag van andere ontvangsten in de loop van het betrokken jaar;

7° de betaling aan de werkgevers in de loop van het betrokken jaar en met betrekking **tot** het jaar dat het betrokken jaar voorafgaat;

8° de betaling aan de werkgevers in de loop van het betrokken jaar en met betrekking **tot** het betrokken jaar;

9° de aard en het bedrag van andere betalingen verricht in de loop van het betrokken jaar;

10° de kastoestand op 31 december van het betrokken jaar;

11° de andere uitgaven vermeld in artikel 35 E van de wet van 29 juni 1981.

HOOFDSTUK IX. - Kalender voor de uitvoering van de netto-verhoging van het aantal betrekkingen

Artikel 15.

§ 1. De nieuwe verbintenissen worden uitgevoerd binnen de drie maanden die volgen op de kennisgeving van de beslissing tot financiële tegemoetkoming van het Fonds.

§ 2. Als, na drie maanden, een werkgever niet overgegaan is tot de voorziene verbintenis, kan de financiering die door het Fonds geprogrammeerd werd toegekend worden aan een andere werkgever die afhangt van hetzelfde Fonds, ten nadele van de eerste.

HOOFDSTUK X. - Slotbepalingen en geldigheidsduur

Artikel 16.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2002 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling, geregistreerd (N°65743 - KB 01.09.2004 - BS 14.10.2004).

Artikel 17.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 10 oktober 2006 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elke van de partijen worden opgezegd, mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd, betekend via een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de beschutte werkplaatsen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.